

# Quand les migrants arrivent en ville.

## Politiques et pratiques de l'hospitalité et de la citoyenneté.

### 9<sup>es</sup> rencontres franco-italiennes de géographie sociale 2016 (compte rendu)

Jean-Marc Fournier

ESO CAEN - UMR 6590

CNRS - UNIVERSITÉ CAEN-NORMANDIE

Cette rencontre a rassemblé à Toulouse et Albi les 26 et 27 mai 2016, près de 80 chercheurs dont plus de 30 chercheurs italiens autour de 27 communications. Dans leur introduction, Stéphanie Lima (U. Toulouse et Albi) et Bénédicte Michalon (U. Bordeaux) ont rappelé les objectifs des deux journées : penser au-delà de la « crise migratoire » liée à l'actualité et tenter de renverser le regard, c'est-à-dire comprendre la crise des migrants comme une crise de l'accueil. Dans une perspective critique, il s'agit également de considérer la question des migrants non pas comme un problème mais comme une solution<sup>1</sup>. Afin d'opérer ce renversement, des professionnels, des militants et des collectifs travaillant sur les articulations entre science, art et recherche-action ont apporté leurs regards sur le sujet, contribuant à ne pas restreindre l'analyse au seul champ académique. Dans la présentation d'ouverture, Isabelle Dumont (U. Rome 3) a souligné l'importance d'avoir une compréhension distanciée du sujet et de comparer les situations en Italie et en France. Olivier Pliez (U. Toulouse) a, lui, insisté sur l'impact médiatique de la question des migrants qui contribue à appréhender le sujet sous l'angle de l'émotion plus que de la raison. Enfin Stéphanie Lima a rendu hommage à Matthieu Giroud (U. Paris-Est), décédé lors des attentats du 13 novembre 2015 à Paris et qui devait faire partie du comité d'organisation. En ce sens, ces journées étaient placées sur le signe de la résistance face à l'obscurantisme, aux idées reçues, à l'émotion médiatique mais aussi aux pressions normatives académiques.

Afin de réfléchir à la question des migrants dans le cadre de la géographie sociale, Guy Di Méo (U. Bordeaux) a effectué une rétrospective de cette manière de faire la géographie en France et plus particulière-

ment dans le Sud-ouest de la France. Il a signalé l'émergence dans les années 1970 d'une géographie qui se définissait à contre-courant d'une géographie classique qui n'évoluait plus. Il s'agissait d'une géographie « critique, pas très théorique, pragmatique et qui laissait une grande part au terrain ». L'esprit « chrétien de gauche » et des concepts d'inspiration marxistes constituaient le viatique théorique d'un réseau d'universitaires (réseau Remica, Toulouse, Pau, Montpellier, etc.) qui travaillaient dans la pluridisciplinarité. L'Observatoire du changement social puis le Réseau national de géographie sociale à partir de 1991 ont consolidé ces groupes. Les rencontres franco-italiennes initiées en 2008 s'inscrivent donc dans cet héritage d'une géographie sociale « présente et absente » : présente car les rapports de classes ont été intégrés aux analyses géographiques dès les débuts de la discipline, et absente car son institutionnalisation formelle est restée limitée, en partie en raison de l'intégration de la géographie sociale dans la géographie générale.

**La session 1 « Réguler la ville ou réguler le social? Accueil institutionnalisé et accueil bricolé »** a permis de comprendre la diversité des situations en France et en Italie mais également des points de convergence.

Silvia Aru et Maurizio Memoli (U. Cagliari) ont commencé par présenter le cas des demandeurs d'asile à Cagliari et en Sardaigne dans un contexte de changement récent de législation. En 2014, la création des Centres d'accueil temporaires extraordinaires (CAS) visait à répondre à une situation d'urgence. Mais en l'absence de stratégie nationale claire, ces centres se sont vite révélés insuffisants et peu adaptés à la situation. Plusieurs problèmes sont identifiés : absence de langue en commun, nombreux mineurs non accompagnés d'adultes, manque de professionnels et médiateurs culturels, absence d'avocats, volonté des migrants d'aller à Rome ou Milan rejoindre des connaissances, spéculation privée pour les logements,

1- Pour plus de détails, voir l'appel à communication du colloque : <http://calenda.org/353089>

infiltration de réseaux illégaux et criminels, etc. Du fait de ces difficultés, les espaces vécus des migrants sont relativement limités aux CAS, aux zones wifi, aux locaux pour la soupe populaire de Caritas (Église catholique) ou encore aux terrains de football. Il convient d'ajouter que si les espaces physiques sont restreints, ces migrants utilisent les réseaux sociaux numériques en vue de permettre l'évolution de leur situation.

La communication d'Assaf Dahdah, Gwenaëlle Audren (U. Aix-Marseille) et Florence Bouillon (U. Paris 8) a montré une même logique spatiale d'accueil des migrants en centre-ville de Marseille. Les quartiers d'accueil historiques (Belsunce, Thiers, Noailles, Le Chapitre) conservent encore aujourd'hui leur fonction de sas et d'espace-ressources puisqu'ils recensent environ 60 hôtels sociaux ou meublés dont 15 sont conventionnés par les pouvoirs publics. Ces quartiers sont également incontournables pour l'insertion dans les réseaux informels, l'accès aux services sociaux, de l'Éducation nationale ou aux associations militantes (Plateforme asile, Collectif Migrants 13, dispositif CADA — Centre d'accueil de demandeurs d'asile —, Réseau éducation sans frontière, etc.). En 2015, les autorités publiques ont dépensé plus d'un million d'euros pour les hébergements d'urgence, c'est-à-dire essentiellement pour les mineurs ou les familles avec mineurs. Le recours aux marchands de sommeil, qui ont des relais politiques, semble être un mal nécessaire pour répondre rapidement à des situations humaines extrêmement difficiles et à des administrations débordées par l'importance des demandes. Si l'on observe une diminution des finances publiques, cela n'entraîne pas forcément une gestion financière plus rationnelle de l'action publique.

Les migrants qui arrivent découvrent en général une réalité qu'ils pensaient différente: en effet ces quartiers abritent également des toxicomanes, prostituées, femmes isolées qui vivent en foyer, des personnes en cours de clochardisation ou encore des anarchistes ou punks qui occupent les mêmes squats qu'eux. L'indifférence, les tensions, voire le racisme peuvent apparaître entre des groupes ou des individus. Face à cela, les administrations fonctionnent selon un mode gestionnaire et des budgets très limités, ce qui génère d'inextricables incohérences administratives, voire des comportements illégaux

lorsqu'il s'agit d'expulsions de mineurs. Le rôle des associations militantes est alors fondamental pour combler certaines déficiences, alerter sur des situations exceptionnelles et tenter de trouver des solutions.

La comparaison avec la situation à Montpellier s'est révélée intéressante. Marion Lièvre (U. Tours) y montre le rôle des institutions (Etat, Préfecture, Direction départementale de la cohésion sociale, Mairie, etc.) tout comme l'importance des individus. Elle prend l'exemple du premier adjoint au Maire qui a personnellement joué pour institutionnaliser la médiation entre migrants Roms et administrations. Cet exemple montre qu'une politique publique peut être influencée par un seul individu et que l'élan impulsé peut retomber après son départ. De même certains directeurs d'école peuvent effectuer des ajustements à la marge en acceptant un enfant alors que toutes les conditions administratives ne sont pas remplies ou pour le garder plus longtemps que la loi ne le prévoit. Il convient également de souligner la diversité des associations d'aide aux migrants. De plus, certaines grandes associations tendent à devenir des opérateurs de terrain, répondent aux normes des marchés publics et adoptent des logiques comptables conformes alors que de petites associations ont des rôles plus militants et citoyens. D'autres associations encore connaissent de très fortes difficultés face aux nouveaux défis, à l'usure de certains militants et à la médiocrité des résultats, pour ne pas dire aux déceptions et déconvenues. L'accueil relève bien de bricolages variés et évolutifs.

**La session 2 intitulée « Circulations et rapports à la ville: ancrages et temporalités »** insistait, elle, sur les dynamiques des mobilités dans différents contextes: Sahraouis espagnols à Libourne, Syriens en Jordanie, Boliviens à Sao Paulo ou encore Nigériens en Arabie Saoudite. De manière générale, on observe un durcissement des conditions de déplacement, y compris pour les migrations entre pays du Sud, souvent plus importants qu'on ne le croit. De plus, l'idée que des populations pauvres rejoignent des pays dits riches est à relativiser dans la mesure où les personnes les plus pauvres ne se déplacent pas.

Ninon Huerta (U. Bordeaux) a précisé d'emblée la dimension invisible des individus vivant en squat:

parce que leurs séjours sont temporaires, parce que les squats sont détruits puis reconstruits mais également parce qu'ils sont dans des lieux souvent cachés, ces migrants doivent négocier en permanence leurs espaces de vie. Dans le Bordelais, il ne s'agit pas d'un phénomène mineur puisque l'on dénombre annuellement 43 000 saisonniers en Gironde de mai à octobre. Une partie de ces saisonniers provient d'Espagne et doit tous les ans se refaire une place dans un squat et se réapproprié des lieux de vie pour six mois. De son côté, David Lagarde (U. Toulouse) a analysé l'évolution d'un réseau de vendeurs ambulants institué depuis plusieurs décennies entre la Syrie et la Jordanie. Dès 2013, la Jordanie cherche à réduire les flux de migrants et procède à des contrôles et arrestations. Face au nouveau contexte de 2014 et 2015, ces migrants sont contraints de quitter la Jordanie pour rejoindre l'Europe (Allemagne, Suède) où les conditions d'accueil sont fluctuantes et incertaines. Par ailleurs, l'exemple présenté par Fabien Laffont (U. Toulouse) a montré l'hétérogénéité des statuts des migrants. Certains migrants boliviens à Sao Paulo, en situation de mobilité sociale ascendante (simple ouvrier, chef d'atelier puis propriétaire d'atelier), construisent des « espaces sociaux réifiés territoriaux » : des espaces de « bolivianité » en périphérie comprenant des ateliers de couture, des foires, terrains de football, églises, etc. Dans ces nouveaux lieux, les règles de la société de départ sont reproduites dans la société d'arrivée : justice communautaire, solidarité, système de réciprocité de l'entre-aide, circulation de l'information, etc. Cependant, tous les migrants ne parviennent pas à ce type de promotion sociale. La carence de capital social se traduit souvent par des trajectoires sociales plus modestes, des aptitudes plus réduites à la mobilité géographique et parfois même par le maintien dans la précarité. La condition de migrant revêt des positions très contrastées.

Enfin Florence Boyer (IRD Paris) a mis en lumière les conditions dramatiques de certains migrants en Arabie Saoudite (femmes employées domestiques, hommes ouvriers dans le bâtiment), pays qui connaît régulièrement, depuis environ quatre ans, des annonces politiques de vagues d'expulsion dans un contexte de violence des rafles et de phases d'attente en prison. Certains migrants expulsés à Niamey au

Niger ont tout perdu dans la mesure où ils n'ont pas pu transférer à temps leurs économies et ne peuvent donc pas montrer leur réussite en arrivant. De ce fait, leur sort est pire à leur arrivée qu'à leur départ puisqu'ils ne sont même plus en mesure de rembourser les dettes contractées pour financer leur voyage vers l'Arabie Saoudite. L'ancrage des migrants reste incertain dans tous les exemples exposés et la stabilité ne peut s'acquérir que dans un temps relativement long.

**Dans la session 3 « Migrations et expérimentations artistiques »**, les performances des étudiantes en Études théâtrales ont pu dire ce que les chercheurs avaient des difficultés à exprimer : l'intimité du vécu des migrants, leurs émotions dissimulées, leurs souvenirs d'enfance qui rejaillissent dans des lieux hostiles, le peu d'humanité des sociétés dites « d'accueil », leurs rêves de vie meilleure, les difficultés à s'exprimer dans une autre langue, et leurs « racines flottantes » : l'appartenance diffuse à des lieux éloignés, disjoints, séparés par des frontières toujours plus incertaines à franchir, des allers sans retours possibles, etc. Benoît Raoulx (U. Caen), Paloma Fernandez et Antoine Chaudet (U. Rennes 2) ont ensuite présenté leur programme « L'Encyclopédie des migrants » associant des chercheurs (géographes, sociolinguistes, sociologues) et L'âge de la tortue, une association qui conçoit et met en œuvre des projets artistiques dans le champ des arts visuels et des arts vivants. Il s'agit de recueillir, notamment à partir de photos et films, le patrimoine immatériel de lieux investis temporairement par des migrants à Brest, Rennes, Nantes, Gijón, Porto, Lisbonne, Cadix et Gibraltar. L'objectif est de faire prendre conscience du vécu des migrants et de rompre avec leur marginalité. Enfin la communication de Barbara Métais-Chastanier (U. Albi) a relaté une expérience théâtrale intégrant des acteurs, des migrants et le public à Aubervilliers. La pratique théâtrale est ici conçue comme une manière de susciter l'hospitalité envers les migrants, un vecteur de l'émancipation, une méthode pour rompre avec des points de vue qualifiés de bourgeois (misérabilisme, héroïsation des migrants, reproduction des principes de la télé-réalité, etc.), un moment propice pour s'affranchir des héritages coloniaux persistants, etc. Cette initiative a permis de régulariser des migrants en situation d'illé-

galité, de les sortir de leur enfermement face à la peur du contrôle et de leur redonner confiance en eux-mêmes. En ce sens, le théâtre joue ici pleinement sa fonction de ciment et d'intégrateur social.

**Avec pour titre « La présence migrante, enjeu des sociabilités urbaines », la session 4** a débuté par un exposé de Serenella Stasi et Sabrina Spagnuolo (U. Rome) sur les périphéries de Rome. Par des analyses sur le terrain mais également par l'analyse de discours sur des blogs, elles ont mis en évidence des conflits entre migrants vivant dans les centres de réfugiés et le voisinage. Des comportements intolérants ont été repérés face à des migrants, ce qui ne favorise pas leur intégration, tend à cloisonner les lieux et renforce leur isolement. Ce cas d'étude pose la question de la pertinence de la localisation de ces centres en périphérie urbaine. Florent Cholat, Luc Gwiazdzinski et Céline Tritz (U. Grenoble) ont ensuite relaté un travail exploratoire d'observation et d'enquête par des étudiants de Master 2 dans le camp de migrants et la ville de Calais. Dans ce que l'on appelle désormais la New Jungle vivent dans des conditions précaires de 4500 à 6000 personnes venues d'une quinzaine de pays, principalement de Syrie, d'Afghanistan, d'Irak et du Soudan. Ils soulignent les tensions entre des acteurs ayant des positions très contrastées : migrants, Calaisiens, responsables d'ONG françaises et internationales présents sur place, personnels de nettoyage, artistes, représentants des forces de l'ordre, activistes pro-migrants et extrémistes opposés aux migrants, etc. La médiatisation internationale de ce lieu amène de surcroît certains acteurs à instrumentaliser l'exemple local à des fins de visibilité globale.

**La session 5 « Soutenir l'accès des migrants à la ville ? Les politiques d'intégration et leurs effets »** a soulevé la question : quelles sont les bases sociales, culturelles, ethniques, démographiques de ce que pourrait être la ville inclusive en Italie, entre politiques publiques et initiatives individuelles (Fabio Pollice et Federica Epifani, U. Salento) ? Cette ville dite inclusive doit être d'emblée pensée comme telle, en amont des politiques opérationnelles qui devraient en découler. Émilie Bonnet et Émilie Lebreton (U. Rouen) ont alors appréhendé l'insertion des migrants à Rouen sous

l'angle et la citoyenneté locale et des actions linguistiques. Elles observent que l'apprentissage labellisé et institutionnel du français est nécessaire mais qu'il peut être avantageusement complété et renforcé par des actions linguistiques mises en place dans les quartiers à des échelles très micro et dans un cadre associatif.

Enfin, Alfredo Mela et Roberta Navascone (U. Torino) ont analysé l'insertion des migrants par la pratique d'un sport à Torino. En effet, pratiquer un sport permet un élargissement du réseau social, des temps de décompression face à des conditions de vie stressantes et de fortes incertitudes pour l'avenir et une prise d'autonomie dans les déplacements urbains. Pour cela, il convient de fournir les informations adéquates aux migrants, de favoriser leur accès aux infrastructures sportives et de veiller à d'éventuels décalages culturels dans la pratique des sports. L'analyse menée à Torino met en lumière la nécessité absolue de bien connaître la ville afin de pouvoir tirer parti de toutes les opportunités offertes. À Rouen comme à Torino, l'intégration sociale est possible mais elle passe nécessairement par une intégration culturelle qui demande du temps.

**La session 6 « Faire place depuis les marges et les espaces interstitiels »** a vu se succéder trois communications. Eleonora Canepari et Elisabetta Rosa (U. Aix-Marseille) ont d'abord exposé un dialogue entre histoire et géographie urbaine comparant les individus dits « en transit », souvent qualifiés de flottants, habitant les marges de Rome au XVIII<sup>e</sup> siècle et de Turin au XXI<sup>e</sup> siècle. L'étude des pratiques des individus mobiles montre que leurs parcours, loin d'être « flottants », sont au contraire pleinement intégrés à la ville. À travers la mendicité, la récupération des déchets, la vente au marché aux puces, la fréquentation des douches municipales, nombre de migrants se déplacent dans la ville bien au-delà des marges spatiales où ils sont relégués. Pour faire place, il convient d'investir des espaces variés (logement, sociabilité, information, travail, santé) qui contribuent à forger la citoyenneté.

À partir de l'exemple de Naples et des marchés plus ou moins informels, Fabio Amato (U. Napoli) a ensuite focalisé son intervention sur l'émergence de nouvelles activités développées par les migrants. En effet les compétences des migrants sont le plus sou-

vent inconnues et les opportunités d'emplois leur sont extrêmement limitées. Face à cela, ils développent eux-mêmes des activités commerciales qui révèlent de fait leur statut de nouveaux citoyens. De son côté, Julie Picard (U. Toulouse) a étudié comment des migrants africains chrétiens (Soudan du Sud, Érythrée, Éthiopie, Nigeria, République démocratique du Congo) marquent et recomposent certains interstices stratégiques du Caire, espace majoritairement arabo-musulman. Il s'agit d'une insertion relativement discrète et à caractère religieux menée grâce à l'aide d'ONG confessionnelles et d'Églises d'origine missionnaire ou liées aux croyances et pratiques religieuses des migrants. Le religieux sous ses diverses formes s'avère être une ressource particulièrement importante pour certains de ces migrants dans l'attente, qui finissent par trouver du sens à leur présence au sein de cette métropole qui apparaissait initialement hostile. A Rome, Turin, Naples ou au Caire les espaces marginaux ou interstitiels peuvent être décisifs et être des vecteurs d'activités nouvelles ou de l'inclusion.

**Au cours de la session 7 « Ce que les politiques font avec les migrations »,** Martin Rosenfeld (U. Oxford) a présenté les tensions au centre-ville de Bruxelles liées au processus de gentrification de quartiers marchands, et en particulier spécialisés dans le commerce de voitures d'occasion entre l'Europe et l'Afrique (quartier Heyvaert). Si de nouveaux logements peuvent être proposés aux migrants en contrepartie à leur délogement, leur localisation est beaucoup moins stratégique pour l'accès au travail et aux réseaux informels d'insertion sociale. Il a identifié les enjeux et difficultés des associations militantes qui visent à promouvoir le droit de rester en centre-ville, dans un esprit de résistance à la pression financière. Dans une autre perspective, Yuri Perfetti et Maria Luisa Ronconi (U. Calabria) ont présenté un cas d'étude atypique : celui de la commune de Riace en Calabre (1 900 habitants) qui a pu intégrer plus de 300 migrants (notamment des Kurdes) grâce à un vaste programme dénommé *Città futura* financé par le Ministère de l'Intérieur italien, le Haut-commissariat aux réfugiés (HCR) des Nations Unies et la Communauté européenne. Ce programme a été présenté comme une expérience pilote comprenant plusieurs volets : requalification urbaine, relance

socio-économique et culturelle, cohésion sociale et qualité de vie. Les migrants ont été associés à la reconstruction du centre-ville abandonné et dans la promotion d'activités touristiques. Depuis 1998, des milliers de réfugiés ont pu bénéficier de ce programme. Face au succès d'intégration multiculturelle, le HCR a demandé au cinéaste Wim Wenders de réaliser un court-métrage montrant cette réussite. Au-delà de l'effet vitrine évident d'une telle promotion, il convient de retenir que des expériences positives existent et quelles méritent d'être connues pour pouvoir s'en inspirer ailleurs.

**Enfin la dernière session 8 « Quand les mobilisations des migrants les inscrivent dans la ville »** a donné lieu à quatre communications. Karine Gatelier (Modus Operandi, Grenoble) a commencé par aborder la question des populations déboutées du droit d'asile et qui vivent en dehors de tout cadre juridique. Elle prône une démarche de citoyenneté en actes dont les modalités varient entre désobéissance (appropriation de squats) et coopération avec les instances publiques. Elle cite l'exemple à Grenoble d'une cité universitaire (ancien village olympique) désaffectée car en deçà des normes en vigueur et qui a permis à des migrants de s'approprier un lieu creuset de sociabilités. Grâce à des associations de bénévoles, des ateliers de coproduction de connaissances ont incarné une « citoyenneté en actes » : une forme de réinvention de la citoyenneté. Antonio Stopani et Marta Pampuro (U. Torino) ont ensuite présenté une démarche similaire à Turin suite aux Jeux olympiques d'hiver de 2006 et à l'occupation des locaux pour en faire un lieu ressource et développer ce que les chercheurs appellent des citoyennetés migrantes. Si en mars 2013 le squat accueillait près de 150 personnes, on compte actuellement environ 1 200 migrants avec un fort taux de rotation. La structuration d'un Comité de solidarité intégrant des membres de plusieurs collectifs (No Border, groupes anarchistes, etc.) a renforcé la capacité d'action et surtout a déjoué les logiques d'exclusion.

Dans un tout autre registre, Emanuela Gamberoni (U. Verona) a montré l'importance des réseaux sociaux numériques et en particulier de *Social Street* sur Facebook. Ce réseau a pour vocation de renouveler les relations de voisinage par l'offre de services et l'organisa-

tion de moments festifs ou de convivialité. Une étude de cas dans le quartier dit multiethnique de Veronetta à Verona a détaillé le fonctionnement concret d'un réseau social de 150 personnes incluant des migrants. De fait, ce réseau suscite des échanges entre migrants et population locale qui n'auraient probablement pas existé en son absence. Pour terminer, Fanny Christou (U. Poitiers) a traité de la reterritorialisation de la diaspora palestinienne à Malmö en Suède. Elle analyse les liens entre « l'ici » (vécu quotidien) et le « là-bas » (espace vécu ou imaginé) qui induisent une légitimité sociale locale dite « translocale » et renforcent la mobilisation transnationale. Elle observe que les actions militantes et les sociabilités des migrants constituent deux processus en interaction. De plus, l'objectif d'une « Palestine libre » rassemble des personnes aux origines, aux trajectoires et aux profils très différents. Dans cette session, les mobilisations des migrants à Grenoble, Turin, Verona ou Malmö par le biais de collectifs donnent donc à voir des actions valorisantes et réussies.

### Conclusion

Il est possible de dégager douze grands points de conclusion pour ce colloque très riche, stimulant et surtout nécessaire face à l'actualité. Précisons que ces points retiennent quelques éléments saillants du colloque mais qu'ils n'épuisent en aucun cas la richesse des échanges. De plus, cette lecture personnelle ne prétend pas à l'exhaustivité et présente d'inévitables biais inhérents à toute posture scientifique.

- **1. Accueil et hospitalité.** Dans leur introduction Stéphanie Lima et Bénédicte Michalon ont manifesté l'importance de renverser le regard: l'accueil des migrants est encore trop souvent présenté comme un problème alors que cet accueil peut être conçu comme une solution. Néanmoins, beaucoup de cas d'étude présentés dans ce colloque ont énuméré les nombreux problèmes et difficultés tant il est vrai que l'on doit faire souvent face à des questions d'urgence. Il importe de rappeler la diversité des contextes et des échelles géographiques, par exemple entre Riace en Calabre (1900 habitants) et Sao Paulo (20 millions d'habitants). Les solutions rapides, générales et magiques des politiques publiques n'existent pas face à la complexité et la variété des situations. De surcroît,

la relation asymétrique entre « accueillants » et « accueillis » perdure souvent dans le temps. Ces constats n'empêchent pas de mettre en exergue les expériences d'accueil réussies dans une optique de recherche-action.

- **2. Crises.** Ce que l'on appelle la crise migratoire interfère avec la crise de l'Europe en général: crise économique, sociale, politique, etc. À l'échelle européenne, la comparaison avec les États-Unis n'est pas sans intérêt. En effet, si les migrants d'Amérique latine ou asiatiques font l'objet de mises à l'écart et de discriminations évidentes, le modèle d'une société américaine qui se revendique encore multiculturelle permet une certaine tolérance, voire une réelle intégration, certes dans certains États plus que dans d'autres. Le refus d'un modèle multiculturel en Europe et la logique de fermeture apparaissent ainsi liés à la crise générale; ils en sont sans doute à la fois cause et conséquence.

- **3. Droit.** La question juridique est essentielle pour les migrants. La loi définit ce qui est possible, obligatoire ou interdit pour le travail, le logement, l'éducation, la santé, etc. Elle est tantôt respectée, tantôt ignorée ou contournée. En France comme en Italie, on constate des accommodements et des bricolages juridiques face à des situations personnelles inextricables, les militants n'ayant parfois d'autre choix que la résistance et désobéissance face à l'absurdité de lois devenues kafkaïennes.

- **4. Langues.** L'Europe forme une mosaïque de langues définissant une grande richesse. Mais l'absence d'une langue commune constitue une difficulté majeure pour l'accueil et l'intégration. Les migrants parlent des langues et dialectes variés qui sont autant d'obstacles aux premiers échanges prémisses de l'insertion. L'absence de dialogue amène alors souvent à l'incompréhension, à l'ignorance et parfois au rejet durable. La question linguistique ne peut pas être négligée pour comprendre les défis actuels.

- **5. Religions.** Les communications relatives à l'Italie ont souvent fait référence à l'Eglise catholique via l'aide caritative (Caritas) sous-tendue par le principe de la charité. Ce principe relève parfois davantage de l'assistance que de l'intégration. En France les associations peuvent avoir des fondements religieux ou laïcs alors que l'islamophobie et la xénophobie se dével-

pent notamment lorsque les migrants sont de confession musulmane. En fonction de leur religion, une ligne de partage peut d'ailleurs apparaître entre les « bons migrants » et les « mauvais migrants » mettant en évidence les jugements de valeur des sociétés dites d'accueil.

- **6. Citoyennetés.** Plusieurs propositions de concepts sont à noter : citoyenneté migrante, citoyenneté en action, ré-invention de la citoyenneté, etc. Ces pistes devraient augurer de la nécessaire évolution démocratique de nos sociétés.

- **7. Globalisation.** Le processus de globalisation ou de mondialisation a peu été directement abordé lors de ce colloque. Pourtant, l'arrivée de migrants provenant du Moyen-Orient et de la rive sud de la Méditerranée en Europe rappelle que l'on vit dans le même monde et que notre passé, tout comme notre avenir, sont liés.

- **8. Inégalités et classes sociales.** D'un migrant à un autre, le capital économique mais également le capital social, le capital d'éducation, linguistique ou culturel sont très variables. Les migrants appartenant à la haute bourgeoisie et aux classes aisées n'ont pratiquement aucun problème pour se déplacer d'un pays à un autre dans la mesure où cela participe de leur mode de vie et d'un attribut de la distinction sociale. À l'opposé les personnes les plus pauvres ne peuvent pas forcément prétendre au statut de migrants et sont contraintes à l'immobilité. Entre ces deux catégories, il existe une grande palette de groupes intermédiaires insérés dans des rapports de classe et jeux de pouvoir constants. Le statut social des migrants, leurs conditions sociales déterminent leur chance d'insertion tout comme leurs fragilités et vulnérabilités.

- **9. La question du genre** (migrant ou migrante) et **de l'âge** (mineur, jeune adulte ou personne âgée, etc.) sont également des variables à préciser pour appréhender la diversité des pratiques et trajectoires.

- **10. L'habiter et l'urbanité.** Centres d'accueil, camps de réfugiés, squats, hôtels sociaux, foyers, etc. situés en position urbaine centrale dans des quartiers formant des sas d'entrée ou isolés en périphérie des villes : les conditions d'accueil varient selon les politiques publiques et les villes. La proximité des logements, des services sociaux, des réseaux formels ou informels, etc. contribuent à renforcer l'habiter dans le

sens où les migrants peuvent plus facilement s'approprier l'espace urbain et ses ressources. L'éclatement et l'isolement périphérique rendent plus difficile les conditions d'accueil et d'hospitalité. Bien souvent, l'évolution des villes dans leur urbanité passe notamment par le cosmopolitisme des migrants, dès lors qu'il est conçu comme une richesse pour tous.

- **11. Médiatisation.** Les performances artistiques organisées pour ce colloque ont bien rendu compte de l'importance croissante des médias sur nos sociétés mêlant souvent des informations dites objectives et les registres de l'émotion n'ayant aucune base rationnelle. Une attitude critique permanente s'impose alors pour séparer information scientifique incontestable, information journalistique, désinformation et manipulation politique. La position critique de tous les chercheurs du colloque a été essentielle pour gagner en lucidité et pour ne pas céder aux modèles d'interprétation préétablis et sclérosants.

- **12. Temporalités.** Certains quartiers urbains assurent une fonction d'accueil de migrants depuis plus d'un siècle alors que les impératifs comptables et financiers actuels obligent souvent à mener une gestion de l'urgence. Entre l'inertie historique de certaines ressources des villes, les politiques publiques de court ou moyen termes et la gestion au jour le jour des problèmes immédiats, il existe une variété de temporalités en présence.

Plusieurs colloques dédiés aux migrants se sont récemment tenus en France et en Italie tandis que d'autres sont déjà programmés pour les années à venir. Cela témoigne de l'importance que les chercheurs veulent donner à cette question de grande actualité ainsi que des bouleversements en cours. Le colloque de Toulouse et Albi a ainsi pu mettre sa pierre à l'édifice, certes modeste au regard des enjeux, mais permettant de mieux appréhender la réalité.

Enfin, les dixièmes rencontres franco-italiennes sont programmées en 2017 en Italie, confirmant la vivacité de la dynamique enclenchée il y a près de dix ans par un petit groupe de chercheurs, et notamment par Isabelle Dumont, Claudio Cerruti, Robert Héryn et Fabio Amato.